



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.814/2
du 6 février 2017

sur

un avant-projet de loi 'relatif à
la publication d'informations
non financières et
d'informations relatives à la
diversité par certaines grandes
sociétés et certains groupes'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.814/2
van 6 februari 2017

over

een voorontwerp van wet
'betreffende de bekendmaking
van niet-financiële informatie
en informatie inzake diversiteit
door bepaalde grote
vennootschappen en groepen'

Le 9 janvier 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'relatif à la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes sociétés et certains groupes'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 6 février 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 février 2017.

*

Op 9 januari 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende de bekendmaking van niet-financiële informatie en informatie inzake diversiteit door bepaalde grote vennootschappen en groepen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 6 februari 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 februari 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ^(*), à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 3

1. Dans la version française du texte en projet au 3^o, il y a lieu de remplacer les mots « plus qu'un des critères » par les mots « pas plus d'un des critères ».
2. Dans la version française du même texte en projet, il y a lieu d'écrire « sur base individuelle » plutôt que « sur base simple », ce qui correspond mieux aux mots « op enkelvoudige basis » de la version néerlandaise ¹.

Article 4

L'auteur de l'avant-projet doit s'assurer que l'article 19bis, paragraphe 2, de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 'relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil', est transposé.

Aux termes de cette disposition,

« [l]es entreprises qui s'acquittent de l'obligation énoncée au paragraphe 1 sont réputées avoir satisfait à l'obligation relative à l'analyse des informations non financières figurant à l'article 19, paragraphe 1, troisième alinéa ».

Ce troisième alinéa, transposé par l'article 96, § 1^{er}, 1^o, alinéas 2 et 3 du Code des sociétés, est rédigé comme suit :

« Dans la mesure nécessaire à la compréhension de l'évolution des affaires, des résultats ou de la situation de l'entreprise, l'analyse comporte des indicateurs clés de performance de nature tant financière que, le cas échéant, non financière ayant trait à l'activité spécifique de l'entreprise, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel. En présentant l'analyse, le rapport de gestion contient,

(*) S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Voir par exemple en ce sens les deux versions linguistiques de l'article 96, § 4, alinéa 1^{er}, 3^o, en projet du Code des sociétés (article 4 de l'avant-projet).

le cas échéant, des renvois aux montants indiqués dans les états financiers annuels et des explications supplémentaires y afférentes ».

Article 5

Le paragraphe 2 en projet appelle une observation analogue à celle formulée sur l'article 4 par rapport à l'article 29*bis*, paragraphe 2, de la directive 2013/34/UE, qui renvoie *in fine* « à l'article 19, paragraphe 1, troisième alinéa, et à l'article 29 ».

Cet article 29 est, quant à lui, transposé par l'article 119 du Code des sociétés, et les alinéas correspondant à l'article 19, paragraphe 1, troisième alinéa, de la directive sont les alinéas 2 et 3 de l'actuel article 119, alinéa 2, 1^o, du Code des sociétés.

Article 7

C'est le 6^o du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 144 du Code des sociétés, remplacé par la loi du 7 décembre 2016, qu'il y a lieu de compléter par la phrase en projet, qui sera introduite par une lettre minuscule puisqu'elle sera précédée par un point-virgule.

Article 8

C'est le 5^o du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 148 du Code des sociétés, remplacé par la loi du 7 décembre 2016, qu'il y a lieu de compléter par la phrase en projet, qui sera aussi introduite par une lettre minuscule pour la même raison que celle exposée ci-avant.

Article 9

Afin de rencontrer l'objectif poursuivi par la disposition à l'examen et d'éviter de réduire la portée des dispositions en projet qui figurent dans l'avant-projet, ce qui serait contraire à la directive, il y a lieu de rédiger la disposition comme suit :

« La présente loi ne porte pas atteinte à l'application de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et de ses arrêtés d'exécution ».

OBSERVATIONS FINALES

Article 4

Le texte de l'article 4 de l'avant-projet sera revu en tenant compte des remarques suivantes.

1. À l'article 4 de l'avant-projet (article 96, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, en projet du Code des sociétés), il y a lieu d'écrire dans les éléments de l'énumération introduits par des tirets « le total du bilan visé à l'article 16, § 1^{er} » et « le chiffre d'affaires annuel visé à l'article 16, § 1^{er} ».
2. Dans le texte français de l'article 96, § 4, alinéa 3, en projet du Code des sociétés, il convient d'écrire « au moins » et non « aux moins ». La même observation vaut pour l'article 5 de l'avant-projet (article 119, § 2, alinéa 3, en projet du Code des sociétés).
3. Dans le texte français de l'article 96, § 4, alinéa 4, en projet du Code des sociétés, au lieu d'écrire « sur le(s)quel(s) référentiels », on écrira « sur quel(s) référentiel(s) ». La même observation vaut pour l'article 5 de l'avant-projet (article 119, § 2, alinéa 4, en projet du Code des sociétés).
4. Dans le texte français de l'article 96, § 4, alinéa 5, en projet du Code des sociétés, au lieu d'écrire « procédures de diligence raisonnée », il convient d'écrire « procédures de diligence raisonnable ». La même observation vaut pour l'article 5 de l'avant-projet (article 119, § 2, alinéa 5, en projet du Code des sociétés).

Article 5

Dans le texte français de l'article 5 de l'avant-projet (article 119, § 2, alinéa 6, en projet du Code des sociétés), on écrira, comme dans le texte néerlandais, « les renvois pertinents aux montants financiers », et non « des renvois aux montants financiers ».

Dans le texte néerlandais de cette disposition, on écrira « de relevante verwijzingen naar en aanvullende uitleg over » et non « de relevante verwijzingen en aanvullende uitleg over ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,^(*) de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. In de Franse versie van de tekst die vervat is in de bepaling onder 3° dienen de woorden “plus qu’un des critères” vervangen te worden door de woorden “pas plus d’un des critères”.

2. In de Franse versie van dezelfde ontworpen tekst dient in plaats van “sur base simple” “sur base individuelle” te worden geschreven, wat beter overeenstemt met de woorden “op enkelvoudige basis” in de Nederlandse versie van die tekst.¹

Artikel 4

De steller van het voorontwerp dient zich ervan te vergewissen of artikel 19bis, lid 2, van richtlijn 2013/34/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 ‘betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad’ wel omgezet wordt.

Die bepaling luidt als volgt:

“Ondernemingen die aan de in lid 1 bedoelde verplichting voldoen, worden geacht te hebben voldaan aan de in artikel 19, lid 1, derde alinea, opgenomen verplichting inzake de analyse van niet-financiële informatie.”

^(*)Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Zie in die zin bijvoorbeeld de beide taalversies van het ontworpen artikel 96, § 4, eerste lid, 3°, van het Wetboek van vennootschappen (artikel 4 van het voorontwerp).

Die derde alinea, die omgezet is bij artikel 96, § 1, 1°, tweede en derde lid, van het Wetboek van vennootschappen, luidt als volgt:

“In de mate waarin zulks noodzakelijk is voor een goed begrip van de ontwikkeling, resultaten of positie van de onderneming omvat de analyse zowel financiële als, waar zulks passend wordt geacht, niet-financiële essentiële prestatie-indicatoren die betrekking hebben op de specifieke bedrijfsactiviteit, met inbegrip van informatie betreffende milieu- en personeelsaangelegenheden. In de analyse omvat het bestuursverslag, in voorkomend geval, verwijzingen naar en aanvullende uitleg betreffende de bedragen in de jaarlijkse financiële overzichten.”

Artikel 5

De ontworpen paragraaf 2 geeft aanleiding tot een soortgelijke opmerking als de opmerking die bij artikel 4 gemaakt is, en wel in verband met artikel 29*bis*, lid 2, van richtlijn 2013/34/EU, waarin *in fine* verwezen wordt naar “artikel 19, lid 1, derde alinea, en (...) artikel 29”.

Dat artikel 29 is zijnerzijds omgezet bij artikel 119 van het Wetboek van vennootschappen, en de leden die overeenstemmen met artikel 19, lid 1, derde alinea, van de richtlijn zijn het tweede en het derde lid van het huidige artikel 119, tweede lid, 1°, van het Wetboek van vennootschappen.

Artikel 7

Artikel 144, § 1, eerste lid, 6°, van het Wetboek van vennootschappen, vervangen bij de wet van 7 december 2016, is de bepaling die aangevuld dient te worden met de ontworpen zin, waarvan het eerste woord zonder hoofdletter moet worden geschreven, aangezien die zin op een kommapunt volgt.

Artikel 8

Artikel 148, § 1, eerste lid, 5°, van het Wetboek van vennootschappen, vervangen bij de wet van 7 december 2016, is de bepaling die aangevuld dient te worden met de ontworpen zin, waarvan het eerste woord eveneens zonder hoofdletter moet worden geschreven om dezelfde reden als die welke hiervoor is uiteengezet.

Artikel 9

Teneinde het doel te bereiken dat met de voorliggende bepaling wordt nagestreefd en om te vermijden dat de draagwijdte beperkt wordt van de ontworpen bepalingen die in het voorontwerp vervat zijn, wat strijdig zou zijn met de richtlijn, dient artikel 9 van het ontwerp als volgt te worden gesteld:

“Deze wet doet geen afbreuk aan de toepassing van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en van de besluiten tot uitvoering ervan.”

SLOTOPMERKINGEN

Artikel 4

De tekst van artikel 4 van het voorontwerp behoort herzien te worden rekening houdend met de volgende opmerkingen.

1. In artikel 4 van het voorontwerp (ontworpen artikel 96, § 4, eerste lid, 3°, van het Wetboek van vennootschappen) schrijve men in de opsomming met streepjes respectievelijk “het balanstotaal genoemd in artikel 16, § 1” en “de jaaromzet genoemd in artikel 16, § 1”.
2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 96, § 4, derde lid, van het Wetboek van vennootschappen schrijve men “au moins” in plaats van “aux moins”. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5 van het voorontwerp (ontworpen artikel 119, § 2, derde lid, van het Wetboek van vennootschappen).
3. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 96, § 4, vierde lid, van het Wetboek van vennootschappen schrijve men in plaats van “sur le(s)quel(s) référentiels” “sur quel(s) référentiel(s)”. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5 van het voorontwerp (ontworpen artikel 119, § 2, vierde lid, van het Wetboek van vennootschappen).
4. In de Franse tekst het ontworpen artikel 96, § 4, vijfde lid, van het Wetboek van vennootschappen dient in plaats van “procédures de diligence raisonnée” “procédures de diligence raisonnable” te worden geschreven. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5 van het voorontwerp (ontworpen artikel 119, § 2, vijfde lid, van het Wetboek van vennootschappen).

Artikel 5

In de Franse tekst van artikel 5 van het voorontwerp (ontworpen artikel 119, § 2, zesde lid, van het Wetboek van vennootschappen), dient overeenkomstig de Nederlandse tekst “les renvois pertinents aux montants financiers” te worden geschreven in plaats van “des renvois aux montants financiers”.

In de Nederlandse tekst van die bepaling schrijve men “de relevante verwijzingen naar en aanvullende uitleg over” in plaats van “de relevante verwijzingen en aanvullende uitleg over”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT